

Dans une Allemagne riche, des travailleurs pauvres

Les Allemands votent dimanche pour élire la coalition qui gouvernera le pays. La droite d'Angela Merkel est en tête des sondages, mais la protestation monte du côté des oubliés de la réussite économique.



Düsseldorf. De notre envoyée spéciale

Dominik Nield est heureux. Son badge des services techniques de la Banque régionale, la NRW Bank, est accroché en évidence sur son bleu de travail. Son premier vrai poste à plein-temps, il l'fanfaronne : « Fini les mini-jobs ! »

Pour ce salarié de 25 ans, l'Allemagne, quatrième puissance économique du monde, vit « à deux vitesses » depuis la réforme du travail de 2005, la loi Hartz IV (lire ci-dessous) : « Ce système transforme les chômeurs en travailleurs pauvres, templeté-à. C'est un piège. Une fois enregistré, l'es fiché comme un cas

social. Hartz IV un jour, Hartz IV tous les jours ! » Dominik votera Die Linke, la gauche radicale, dimanche. Son choix rend ses collègues hilares. En pause cigarette, tous sont adossés au bureau de campagne des sociaux-démocrates (SPD) qui jouxte la banque où ils travaillent, au centre chic de Düsseldorf. Le SPD, à l'origine d'Hartz IV, est l'ennemi juré de Die Linke.

Coincé sous un pont du sud de la ville, le local de la Fau, petit syndicat très à gauche, organise des sessions d'information pour les « chômeurs perdus dans la complexité des contrats que les jobcentres les obligent à signer », explique Marcel Dreiss.

« Plus de vrai travail »

Ce syndicaliste détaille les conflits les plus courants, en soulevant des dossiers. « Là, c'est un graphiste qui a refusé un mini-job à 450 € dans une boulangerie. Là, une vendeuse qui a perdu 399 € d'aides sociales parce qu'elle ne s'est présentée qu'à cinq offres d'emploi sur huit. » En mai, cinq millions d'Allemands dépendaient du système Hartz IV : 3,5 millions de chômeurs et précaires et 1,6 million d'entants allocataires. Ces chiffres écauent Susanne Va-

lentini, la cinquantaine, fonctionnaire à l'assurance-retraite. « Cette précarité ne profite qu'aux patrons et aux agences d'intérim. Liez les affichettes, ils ne proposent que des mini-jobs pour lesquels ils ne paient pas de taxe ! Il n'y aura bien tôt plus de vrai travail en Allemagne ! »

La loi Hartz IV a pourtant atteint son objectif. L'Allemagne connaît son plus bas taux de chômage depuis la réunification, en 1991 : 5,6 % selon l'Agence pour l'emploi. Mais à quel prix ? Même des conservateurs s'inquiètent du « ras-le-bol de la coalition actuelle », note Ralf Nerrenvitz, militant à la CDU d'Angela Merkel. Pour lui, la popularité de la chancelière ne tient qu'à la « stabilité qu'elle incarne, appréciée par la classe moyenne ».

Marxiste-léniniste depuis toujours, Susanne assure, les larmes aux yeux, qu'elle n'en peut plus « de voir des gens fouiller les poubelles en fin de mois ». À Berlin, 10 000 familles dépendantes du Hartz IV vivent à l'hôtel.

Luis Blaco s'en sort. Mais l'étudiante anglaise : « Je vais avoir 28 ans et mon assurance-santé, obligatoire, va passer de 146 € par mois à 180 € ! À ce prix-là, je n'ai pas de céramique mais du plomb pour mes caries ! »



En pause, Dominik et ses collègues pestent contre la réforme du travail qui a créé une Allemagne à deux vitesses.

Hartz IV, le système le plus dur d'Europe

« Pas de droit à la paresse » Hartz IV, quatrième loi de modernisation du marché de l'emploi, date de 2005. C'était la dernière mouture des réformes de l'ancien chancelier social-démocrate Gerhard Schröder. Il en a résumé la philosophie dans *Blvd* : « Celui qui peut travailler, mais ne veut pas, n'a aucun droit à la solidarité. Il n'y a pas de droit à la paresse dans notre société. »

Dépendance au jobcenter

Hartz IV réduit l'indemnisation du chômage de 26 à 12 mois. Le système transforme ces indemnités en aides sociales, gérées par un unique jobcenter, fusion des anciens bureaux d'aides sociales (nos CCAS et Caf) et des agences pour l'emploi. Le chômeur ne perçoit plus 53 % de son salaire, mais une enveloppe globale d'allocations de 409 € par mois pour une personne seule.

En plus, impossible de bouder une offre d'emploi, sous peine de perdre toutes les aides. Au premier refus, c'est « une minoration de 30 % de l'aide ; 60 % à la deuxième ». indique l'Agence fédérale du travail. De quel intérêt à accepter les mini-jobs à seulement 460 € qui offrent aussi des aides supplémentaires pour se loger et se chauffer.



Niki devant son épicerie baptisée ironiquement Hartz IV à Duisbourg.

Plaintes et manifestations

Contre les lois Hartz, des chômeurs ont lancé les manifestations du « lundi » à Berlin, à la barbe des principaux syndicats qui ont participé à leur élaboration. En 2016, 121 000 recours ont été déposés contre le système Hartz IV, avec 40 % de réussite.

Exemplaire Peter Hartz ?

Fils d'un métallurgiste, social-démocrate, Peter Hartz était DRH chez Volkswagen lorsque Schröder l'a appelé pour façonner les lois qui porteront son nom. En 2007, il a été condamné à deux ans de prison pour avoir versé des pots-de-vin au comité d'entreprise de Volkswagen.

22,5 % C'est le taux de travailleurs pauvres en Allemagne, l'un des plus élevés en Europe, selon Eurostat. Ils gagnent moins de 979 € par mois. La moyenne est de 17,4 % dans l'Union européenne et de 8,8 % en France. Le nombre d'intérimaires a explosé : un million en 2017 contre 300 000 en 2000.

Markus, le SDF qui a refusé de plier

L'histoire

Sur les conseils de son avocat, Markus, ancien SDF de 42 ans, fait son nom. Son cas est devenu célèbre dans toute l'Allemagne. Un « héros » pour les anti Hartz IV...

Tout a commencé en 2012. Markus, sorti sans qualification du système scolaire, enchaine les petits boulots à 405 €. Il héberge deux semaines un ami dans le besoin. Le jobcenter de la ville d'Essen considère aussitôt qu'il vit en ménage, à deux, et perçoit donc trop d'aides au logement. Elles lui sont supprimées.

« Il n'habitait pas là ; j'ai eu beau nier, rien à faire ! » Il porte plainte contre le jobcenter au tribunal social de son secteur. Ce dernier lui accorde « une allocation provisoire ». Insuffisants. Markus ne peut pas payer ses retards de loyer. Le jobcenter ne veut rien savoir, dépose un recours, gagne en appel...

Comme toutes les affaires juridiques complexes, celle-ci atterrit à la cour constitutionnelle de Karlsruhe, qui veille au respect des lois allemandes. L'avocat de Markus accuse le tribunal social « d'avoir enfreint les droits de protection » de son client. Les juges de Karlsruhe lui donnent raison le 28 août 2017. Le logement fait bien partie « du minimum de subsistance. Il y avait un risque de sans-abrisme (sic) ». Jurisprudence adressée à l'Agence fédérale du travail et au ministère du Travail et des Affaires sociales, qui estimaient que non.

Le jugement est tombé trop tard pour Markus, qui entre-temps a écumé quelques bancs, avant de retrouver un petit 9 m² et un nouveau jobcenter, dans une autre ville de la Ruhr... « Mais j'ai peut-être empêché que des gens deviennent SDF dans ce pays ! » se rengorge le « héros » anti-Hartz IV.

Nico, l'ouvrier « demi-pauvre »

Nico Katanek usine des pièces de machines à lever pour le compte du géant de l'électroménager Siemens. Il ne chôme pas, mais les horaires ne sont pas réguliers. « Je bosse pour un sous-traitant. Je n'ai pas les avantages de la grosse maisonnière ! »

À 8,84 € brut de l'heure, salaire légal minimum instauré il y a deux ans en Allemagne, la paie de cet Allemand de 29 ans dépasse tout juste les 900 € certains mois. Proche du seuil sous lequel on est un travailleur pauvre, selon Eurostat, l'office européen des statistiques. Pour mémoire, le smic est à 9,67 € brut en France.

Cette somme est rarement suffisante pour boucler les frais incompressibles. « Tout est privé, tout coûte cher. Surtout les transports en commun ; je me ruine en train pour aller travailler à Düsseldorf », explique-t-il. Complétez 160 € par mois l'abonnement aux lignes régionales privées. Pour le logement, c'est un petit appartement à Duisbourg, à 370 € par mois.

Nico fait partie du 1,9 million d'Allemands qui ont officiellement quitté la pauvreté grâce à l'instauration du smic, au sens où l'entend l'Office national des statistiques Destatis. Lui



Nico Katanek gagne un peu plus de 900 € par mois.

n'en est pas si sûr : « En dessous de 900 €, je pourrais avoir droit à des aides sociales. À partir de 901 €, tu n'as le droit à... rien du tout. Alors, tout bien calculé... »

Dimanche, il ne votera pas. Ou alors Die Partei, un nouveau parti qui rassemble des comiques...

Textes et photos : **Christelle GUIBERT.**

Lire aussi notre dossier Élections allemandes, sur ouest-france.fr